

PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Ile-de-France

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 04 AVR. 2014

Référence : E/14- 0927

INSTALLATIONS CLASSEES

Objet :

Constitution de garanties financières pour la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation

Rapport de présentation au CODERST

Société concernée :

BENNES SERVICES

BP 31

270, Avenue Maréchal Foch

77860 QUINCY-VOISINS

Communes concernées :

QUINCY-VOISINS et MAREUIL-LES-MEAUX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport a pour objet de proposer à Mme la Préfète de Seine-et-Marne les suites qu'il convient de donner à la proposition du 11 mars 2014 de la Société BENNES SERVICES relative à la constitution de garanties financières pour la surveillance et la mise en sécurité du centre de tri, de transit et de regroupement de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire des communes de QUINCY-VOISINS et de MAREUIL-LES-MEAUX.



Certificat A160
Champ de certification,
disponible sur demande

I. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Le centre de tri, de transit et de regroupement de déchets non dangereux de QUINCY-VOISINS et MAREUIL-LES-MEAUX, exploité par la Société BENNES SERVICES est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2011/DRIEE/UT77/143 du 14 novembre 2011.

II. CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

II.1. Contexte réglementaire

Le décret n° 2012-633 du 03 mai 2012 et l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement imposent l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Ce décret prévoit des arrêtés ministériels d'application qui concernent notamment :

- les modalités de calcul et d'actualisation du montant des garanties financières (arrêté du 31 mai 2012),
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières (arrêté du 31 mai 2012),
- les modalités de constitution de garanties financières (arrêté du 31 juillet 2012).

Nota : ces garanties financières sont distinctes de celles qui sont à constituer pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets en application de l'article R. 516-1-1° du Code de l'environnement et distinctes de celles à constituer pour l'exploitation d'une installation visée à l'article L. 515-8 dudit Code (établissement SEVESO).

Le mécanisme des garanties financières vise à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation.

Cette obligation de constitution de garanties financières entre en vigueur :

- pour les installations nouvelles, avant la mise en activité de l'installation,
- pour les installations existantes, avant le 1^{er} juillet 2014 ou avant le 1^{er} juillet 2017 selon le type d'installations. Pour ces installations, la constitution du montant total des garanties financières est réalisée selon un échéancier en fonction du type de garant (garant classique ou consignation à la Caisse des Dépôts et Consignation), 20 % du montant initial des garanties devant être constitué aux dates précitées.

II.2. Proposition de montant des garanties financières

Dans ce cadre, le centre de tri, de transit et de regroupement de déchets non dangereux de QUINCY-VOISINS et MAREUIL-LES-MEAUX étant concerné par l'obligation de constitution de garanties financières au titre des rubriques n° 2714 et n° 2791 de la nomenclature des installations classées soumise à autorisation, la Société BENNES SERVICES a transmis le 11 mars 2014, en application de l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement, une proposition de calcul du montant de garanties financières à constituer s'appuyant sur la méthode forfaitaire annexée au premier arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité. Ce montant, qui prend en compte le dernier indice TP01 connu et un taux de TVA de 20 %, s'élève à 111 865 € TTC.

II.3. Avis de l'inspection des installations classées

Nous considérons que la proposition de montant de garanties financières transmise le 11 mars 2014 par la Société BENNES SERVICES pour l'exercice d'une activité de tri, de transit et de regroupement de déchets non dangereux visée par les rubriques n° 2714 et n° 2791 de la nomenclature et des activités connexes au sens de la note ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties

financières (déchets non dangereux non inertes, ferrailles, déchets non dangereux inertes, verres) répond aux exigences de l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement et des arrêtés ministériels du 31 mai 2012.

En conséquence, il convient de prescrire à la Société BENNES SERVICES l'obligation de constitution de garanties financières, ceci par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement.

III. CONCLUSION – PROPOSITION




Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, nous proposons à Mme la Préfète de Seine-et-Marne de soumettre aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport, pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement et prescrivant à la Société BENNES SERVICES l'obligation de constitution de garanties financières, garanties visant à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance et le maintien en sécurité du centre de tri, de transit et de regroupement de déchets non dangereux situé à QUINCY-VOISINS et à MAREUIL-LES-MEAUX.

Rédacteur
L'inspecteur des installations


Vérificateur
L'inspecteur des installations

Approbateur
Pour le Directeur et par délégation.

CARTE DE LOCALISATION DÉTAILLÉE ET RAYON D'AFFICHAGE 1 / 25 000

 Périmètre d'autorisation
 Limites communales
 Périmètre de 2km autour du site





GEOMETRE EXPERT
 URBANISME ART VIT
 CANTONNEMENT
 PAYSAGE



0 250 500 1 000 M

Benne Services - Centre de tri de déchets à Quincy-Voisins et Mareuil-lès-Meaux [77]
 D2012.017A - Cabinet GREUZAT - 1 rue de la République - 77100 Quincy-Voisins

